

Les déterminants de la participation des femmes au marché du travail dans les pays en développement

The determinants of women's participation in the labor market in developing countries

Abdessadk Elbousairi¹, Hamid Fayou^{2*}, Hicham Elattar³

¹ *Laboratoire d'économie appliquée, FSJES Agdal, Université Mohammed V, Rabat, Maroc*

² *Faculté d'économie et gestion, Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc*

³ *Université Hassan II, Casablanca, Maroc*

*Corresponding author: fayouhamid@gmail.com

Résumé

Bien que l'égalité des sexes soit un objectif de développement durable, le taux d'activité des femmes reste inférieur à celui des hommes, en particulier dans les pays en développement et certaines régions comme le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Pour identifier les causes de cette inégalité persistante, cette recherche analyse les données de 85 pays en développement sur la période 1990-2018. L'étude examine spécifiquement l'existence d'une relation en U entre le PIB par habitant et la participation économique des femmes, tout en considérant l'influence d'autres facteurs économiques, démographiques, sociaux et institutionnels. Les résultats confirment la relation en U entre le niveau de développement économique et le taux d'activité féminin, établissant le PIB par habitant comme un déterminant central. L'analyse révèle également que la participation des femmes est freinée par une forte dépendance aux revenus pétroliers et par des discriminations juridiques. À l'inverse, elle est stimulée par l'élévation du niveau d'éducation de la population adulte, le processus d'urbanisation et une plus grande proportion de musulmans dans la population.

Mots-clés : Activité des femmes, Croissance économique, Pays en développement, Données de panel

Abstract

Although gender equality is a sustainable development goal, women's labor force participation rate remains lower than that of men, particularly in developing countries and certain regions such as the Middle East and North Africa. To identify the causes of this persistent inequality, this research analyzes data from 85 developing countries over the period 1990-2018. The study specifically examines the existence of a U-shaped relationship between GDP per capita and women's economic participation, while also considering the influence of other economic, demographic, social, and institutional factors. The results confirm the U-shaped relationship between the level of economic development and the female activity rate, establishing GDP per



capita as a central determinant. The analysis also reveals that women's participation is hindered by a high dependence on oil revenues and by legal discrimination. Conversely, it is boosted by a rise in the adult population's education level, the process of urbanization, and a higher proportion of Muslims in the population.

Keywords: Female labor force participation, Economic growth, Developing countries, Panel data.

1. Introduction

L'exclusion des femmes du marché du travail constitue une inégalité de genre persistante, qui s'inscrit dans un cadre plus large incluant l'éducation, la santé et les salaires. Bien que ces inégalités soient de plus en plus dénoncées comme une injustice sociale et pour leurs effets néfastes sur le développement économique, certaines, notamment en matière d'emploi, se révèlent particulièrement rigides. Malgré leur inclusion dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2000, peu de progrès ont été réalisés, un contraste frappant avec les avancées significatives obtenues dans le domaine de l'éducation. Ce retard est particulièrement visible dans les régions MENA et Asie du Sud. En 2022, leurs taux d'activité féminine n'étaient respectivement que de 19 % et 26 %, bien en deçà de la moyenne mondiale de 47 %. Cet écart est encore plus marqué lorsque l'on compare la participation féminine à celle des hommes. Paradoxalement, l'écart en matière d'alphabétisation des femmes adultes entre ces régions et le reste du monde est bien moins important, ce qui souligne le décalage entre les progrès éducatifs et l'intégration économique des femmes.

La littérature économique offre des explications multiples et parfois concurrentes aux inégalités de genre sur le marché du travail. Une première approche, d'inspiration néoclassique, souligne le rôle fondamental du niveau de développement économique. Les travaux de Goldin (1995), par exemple, décrivent une relation en U entre le PIB par habitant et le taux d'activité féminine, liée aux processus d'industrialisation et de tertiarisation. De même, Boserup (1970) a pionnièrement montré comment les transformations structurelles de l'économie modifient la valeur du travail des femmes. À l'inverse, une autre branche de la recherche met en avant la persistance de facteurs institutionnels et culturels profonds. Les études empiriques, telles que celle d'Antecol (2000), démontrent que les écarts de participation au travail des femmes entre pays persistent même après contrôle du niveau de revenu, pointant vers l'influence des normes sociales, religieuses et des cadres juridiques. Fortin (2005) abonde dans ce sens en liant ces écarts à des différences dans les systèmes de valeurs et les préférences sociales générées.

Cet article se propose d'analyser ces déterminants pour un panel de pays en développement, en se concentrant sur le taux d'activité féminine comme variable clé. Son objectif principal est de vérifier l'influence prépondérante des facteurs institutionnels tels que l'affiliation religieuse et la discrimination légale, concepts théorisés par North (1990) comme étant les règles du jeu d'une société dans l'explication du retard de certaines régions. Nous testons ainsi l'hypothèse selon laquelle les institutions formelles et informelles sont un frein plus déterminant que le seul niveau de richesse économique. Notre étude introduit également un indicateur économique souvent omis : l'effet de l'économie de rente, approché via la part des hydrocarbures dans les exportations. L'hypothèse centrale est que la découverte du pétrole a créé une économie de

rente, dispensant tant les ménages que les États de la nécessité d'intégrer les femmes sur le marché du travail, freinant ainsi les réformes sociales. La structure de l'article suivra ensuite un plan en quatre parties : revue de littérature, analyse descriptive, présentation du modèle économétrique et discussion des résultats.

2. Revue de littérature

La participation des femmes à l'activité économique relève du sujet plus global des inégalités de genre et s'inscrit dans la littérature de l'autonomisation des femmes qui intéresse non pas seulement les économistes mais également les sociologues et les juristes du fait de son caractère multidimensionnel. En effet, l'activité des femmes peut être étudiée à un niveau microéconomique à partir de données individuelles des ménages comme elle peut l'être au niveau macroéconomique à partir de données agrégées. Les études microéconomiques ont l'avantage de tenir compte de données démographiques et socioculturelles propres aux ménages, cependant, elles ont pour limites de ne pas pouvoir intégrer les données institutionnelles et culturelles dépendantes du pays et non pas du ménage. Les premières réflexions sur les spécificités de la fonction d'offre de travail des femmes ont été réalisées dans des papiers de microéconomie. Une synthèse des résultats de ces travaux est présentée par la revue de littérature élaborée par Killingsworth et Heckman (1986). Les deux auteurs constatent que la majorité des contributions traitant de ce sujet porte sur des données des pays développés (PD) et notamment des Etats Unis d'Amérique.

La synthèse des faits stylisés élaborée par les auteurs permet de mettre en évidence l'augmentation significative de l'activité des femmes enregistrée par la majorité des PD à partir des années soixante grâce notamment à l'accroissement de la participation des femmes mariées¹. Elle intervient dans un contexte marqué par la baisse du taux d'activité des hommes, ce qui entraîne une modification substantielle de la composition de la population active. Les auteurs constatent que la convergence relative des situations nationales ne conduit pas pour autant à la disparition des écarts entre pays qui demeurent significatifs du fait des trajectoires nationales spécifiques. Ce papier montre la persistance d'importantes différences dans les taux d'activité des femmes au sein d'un même pays, influencées par des facteurs socioéconomiques tels que l'âge, le niveau d'instruction, l'origine ethnique ou la situation patrimoniale. Cette observation a conduit les auteurs à proposer un modèle théorique de l'offre de travail féminin intégrant des arguments spécifiques comme la situation familiale ou la profession du mari. Si les approches microéconomiques ont le mérite de souligner la spécificité de l'offre de travail des femmes et d'élargir les arguments de leur fonction d'utilité, elles peinent à expliquer les écarts flagrants entre pays et régions, notamment en raison de la difficulté à intégrer les variables institutionnelles.

L'étude d'Antecol (2000) sur les immigrées de première génération aux États-Unis illustre cette limite en révélant que la moitié de la variabilité des taux d'activité s'explique par le pays

¹ Dans les pays développés, le taux d'activité des femmes était aux alentours de 20% jusqu'à la deuxième guerre mondiale avant de croître rapidement au cours des trente glorieuses.

d'origine, suggérant l'influence de facteurs culturels importés. Confirmant cette hypothèse, ses travaux de 2003, combinant des données macroéconomiques internationales et l'enquête ISSP de 1994, montrent une forte corrélation entre le taux d'activité des femmes et l'attitude des hommes vis-à-vis du travail féminin hors du domicile, indiquant également qu'une femme intériorisant une culture misogyne ou conservatrice tend à s'exclure davantage du marché du travail. En fonction de leurs références théoriques, les contributions à l'étude des inégalités de genre peuvent être classées en deux grandes familles : le courant néoclassique, adepte de la théorie de la modernisation structurelle d'une part et celui de l'économie féministe hétérodoxe d'autre part. La première insiste sur le rôle prépondérant du PIB par habitant parce qu'elle conçoit ces inégalités comme un héritage de la société traditionnelle devant se réduire progressivement avec les transformations socioéconomiques induites par l'accroissement du PIB par habitant à l'instar de l'industrialisation puis la tertiarisation de l'économie, de l'urbanisation, la transition démographique et de l'augmentation du niveau général d'instruction. L'approche néoclassique soutient que les inégalités entre les hommes et les femmes (y compris en matière d'accès à l'emploi) résultent principalement des différentiels de capital humain qui sont appelées à disparaître avec le temps, tandis que le courant féministe hétérodoxe rejette l'idée d'une marche automatique vers l'intégration des femmes à l'activité économique ; il nie l'existence d'une relation déterministe entre la participation des femmes à la population active et le PIB per capita.

Sur le plan méthodologique, les tenants de la théorie de la modernisation structurelles optent souvent pour des séries statistiques de long terme pour prouver le lien entre le PIB par habitant et la participation des femmes à la population active. Les auteurs sceptiques, quant à eux, recourent à des séries courtes ou à des données en coupe transversale pour mettre en lumière d'autres facteurs susceptibles d'influer sur l'activité des femmes. Smith et Ward (1985) étudient l'évolution du taux d'activité des femmes aux Etats Unis d'Amérique tout au long du 20^{ème} siècle. Ils affirment que 60 % de la croissance totale de la population active féminine a été attribuée à l'augmentation des salaires réels. Les auteurs soutiennent que d'autres facteurs contribuent également à expliquer cette tendance ; ils citent notamment la diffusion de l'usage de la pilule contraceptive, la hausse du niveau général de l'éducation des femmes, la montée du divorce et le changement d'attitude à l'égard du travail des femmes. Greenwood et al. (2005) soutiennent que la diffusion des appareils électroménagers aux États-Unis entre 1930 et 1950, a été un facteur clé de l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail. Dans le même ordre d'idée, Dinkelman (2010) soutient que le programme d'électrification rurale en Afrique du sud a eu pour effet d'augmenter le taux d'activité des femmes alors qu'il n'a pas eu d'effets significatifs sur celui des hommes. Il convient tout de même de souligner que, ce travail montre que cet effet est plus important pour les femmes appartenant à des ménages à revenu moyen et pour celles qui sont moins contraintes par les responsabilités de garde d'enfants.

Iversen et Rosenbluth (2005) constatent que les normes et les stéréotypes de genre qui perpétuent l'inégalité sont profondément ancrés dans la conscience sociale et individuelle et sont, par conséquent, résistants au changement. Ils se demandent alors sur les facteurs à l'origine de la formation de ces normes et stéréotypes. Ces deux auteurs avancent que les

structures économiques ont un impact considérable sur la répartition du pouvoir entre les sexes et partant sur la formation des idées et des normes sociales. Ils soutiennent que les sociétés agricoles favorisent le patriarcat alors les sociétés postindustrielles sont plus avantageuses pour les femmes. En effet, l'exigence en force physique du travail agricole entraîne une division du travail plus avantageuse aux hommes tandis que la transformation des emplois entraînée par la tertiarisation de l'économie œuvre en faveur des femmes. Doepke et Tertilt (2009) élaborent un modèle théorique visant à expliquer l'acceptation des droits des femmes par les hommes par le progrès technique qui augmente l'importance du capital humain. Selon ces deux auteurs, les hommes acceptent de renoncer à une partie de leur pouvoir pour permettre à leurs enfants de recevoir une meilleure éducation. Les deux auteurs analysent l'évolution de la législation au Royaume Uni et aux Etats Unis ; ils trouvent que les réformes de la législation interviennent généralement en retard par rapport aux changements économiques. Dans le même ordre d'idée, Fernandes (2009) soutient que l'intérêt de l'homme en tant que mari commence à entrer en conflit avec ses intérêts en tant que père à mesure que le capital humain s'accumule et que la fécondité baisse. L'auteure s'appuie sur l'évolution des législations américaines des droits de propriété des femmes intervenue au cours des 19 et 20^{ème} siècle.

En poursuivant la revue de la littérature, Duflo (2012) aboutit à une conclusion similaire en observant que les inégalités de genre sont souvent plus prononcées parmi les populations pauvres, tant au sein des pays qu'entre eux, et qu'elles tendent à diminuer avec la réduction de la pauvreté. Cependant, elle soutient que le développement économique seul ne suffira probablement pas à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes dans un avenir prévisible, ce qui l'amène à conclure à la nécessité de politiques d'émancipation ciblées pour accélérer ce processus. Cette vision rejoint l'idée pionnière de Boserup (1970), selon laquelle la relation entre la participation des femmes à la population active et le PIB suit une courbe en U. Boserup avance qu'à un stade initial, la croissance économique creuse les inégalités en raison de l'exclusion des femmes de l'emploi industriel, et que ce n'est que dans un second temps, avec la tertiarisation de l'économie, que des facteurs favorables au travail des femmes entrent en jeu.

La théorie de Boserup, selon laquelle l'émergence de l'économie urbaine plutôt que les écarts de productivité est à l'origine de la division sexuée du travail, postule que l'exclusion initiale des femmes finit par générer une demande pour leur main-d'œuvre, accentué par la monétarisation des économies. Cependant, Boserup elle-même souligne que la croissance économique n'est pas le seul déterminant, les traditions culturelles patriarcales pouvant perpétuer les discriminations malgré le développement. Cette complexité est reprise par le courant féministe critique, qui considère que les inégalités de genre, façonnées par des arrangements institutionnels persistants, peuvent même être exacerbées par la croissance économique. Pourtant, de nombreuses validations empiriques, des travaux de Pampel et Tanaka (1986) à des études plus récentes, ont confirmé l'existence d'une relation en U inversé entre le PIB par habitant et le taux d'activité féminin. Selon ce modèle, la participation des femmes décline dans un premier temps avec la croissance, jusqu'à un seuil estimé autour de 2 500 USD PPA, avant d'augmenter à nouveau, un phénomène également influencé par des facteurs tels que l'éducation, la taille de la famille et les normes sociales.

Goldin (2006) analyse la participation des femmes à l'activité économique à partir de séries de long terme propres aux Etats Unis d'Amérique. Elle distingue une première phase qu'elle qualifie d'évolution et qui correspond à la période allant de la fin du dix-neuvième siècle aux années soixante, d'une deuxième qu'elle appelle révolution, et qui débute au cours des années soixante-dix du dernier siècle. L'auteure considère que le passage d'une époque à l'autre, se produit lorsque la majorité des femmes change d'attitude vis à vis du travail. Selon son analyse, la période révolutionnaire commence lorsque les femmes décident de travailler non pas parce que leur famille a besoin de revenu complémentaire, mais par ce qu'elles considèrent que l'emploi définit l'identité fondamentale et la valeur sociétale d'une personne. L'auteure soutient que ce changement est intervenu grâce au cumul de plusieurs facteurs dont notamment le recul de l'âge du mariage, la baisse de la natalité et la hausse du divorce. En synthèse, la validité universelle de la relation en U entre le PIB par habitant et le taux d'activité féminin fait débat. Gaddis et Klasen (2013) remettent en cause cette hypothèse, montrant que les résultats sont sensibles aux sources de données et disparaissent souvent avec les données de panel, sans trouver de lien systématique avec la transformation structurelle de l'économie, bien qu'ils confirment le rôle de l'éducation et de la fécondité.

À l'inverse, Tsani et al. (2013) confirment la relation en U pour les pays du sud de la Méditerranée, mais identifient un effet régional négatif significatif, attribué à des facteurs culturels et institutionnels persistants. Verme (2015) synthétise les cinq facteurs modérateurs avancés par les partisans de la courbe en U – transformation économique, éducation, fécondité, effet de cohorte et évolution des normes de genre – mais, en se concentrant sur la région MENA, il ne trouve pas de preuve claire de cette relation. Il observe que ces pays ont pourtant connu des progrès notables sur les facteurs supposés entraîner le retournement de tendance, sans que cela ne se traduise par une augmentation correspondante de l'activité féminine, suggérant ainsi l'impact prépondérant de normes socio-culturelles spécifiques qui freinent durablement la participation des femmes au marché du travail. En se concentrant sur le cas du Maroc, Verme (2015) observe que le taux d'activité féminin en 2008 n'était que légèrement supérieur à celui des États-Unis à la fin du XIXe siècle, un constat qui l'amène à interpréter cette faible participation, et sa baisse sur plusieurs décennies, à travers le prisme de la courbe en U. Selon cette analyse, le Maroc n'aurait pas encore atteint la phase ascendante de la courbe mais s'en approcherait. Toutefois, l'auteur note que le pays affiche un taux d'activité féminin significativement plus bas que d'autres pays en développement ayant un PIB par habitant similaire.

Une étude ultérieure de Verme, Barry et Guennouni (2016) affine ce diagnostic en identifiant deux causes majeures : une croissance économique portée par des secteurs à faible productivité qui n'a pas généré suffisamment d'emplois, renforçant ainsi la priorité accordée aux hommes sur un marché du travail tendu, et la persistance de normes de genre défavorables. Cette dynamique est particulièrement défavorable aux femmes urbaines éduquées, pour lesquelles les emplois disponibles sont peu attractifs, consolidant ainsi le mariage comme alternative au travail. Au-delà du cas marocain, la littérature internationale s'accorde sur un ensemble de facteurs prédictifs de la participation féminine, incluant les salaires (celui de la femme et de son

conjoint), la structure familiale, le taux de fécondité et le niveau d'éducation. Ce passage présente une synthèse des travaux de recherche sur les déterminants de l'activité économique des femmes. Les études, principalement menées entre les années 1990 et 2010, mettent en évidence une multitude de facteurs explicatifs. Ceux-ci vont des variables socio-économiques individuelles, comme l'éducation, l'âge du mariage ou la fertilité (Psacharopoulos et Tzannatos), à des structures sociales plus larges, telles que le système de formation professionnelle (Brunns et al.) ou l'appartenance religieuse (Dollar et Gatti).

Plusieurs recherches soulignent le rôle prépondérant des normes sociales et de la culture. Les travaux d'Akerlof et Kranton sur l'identité de « femme au foyer », de Field et al. sur l'entrepreneuriat en Inde, et de Beaman et al. sur l'effet de rôle modèle des femmes élues, démontrent que les perceptions et les traditions peuvent soit entraver, soit favoriser la participation des femmes au marché du travail. Ces normes peuvent créer des contraintes intériorisées, où les femmes « choisissent » souvent ce que la société attend d'elles, un cycle que Chafetz estime ne pouvoir être brisé que par une action politique. En conclusion, cette revue de littérature permet de cadrer l'analyse empirique qui suivra. Elle invite notamment à considérer la possibilité d'une relation non linéaire (en U) entre l'activité féminine et le niveau de développement économique (PIB par habitant). Elle insiste également sur la nécessité de prendre en compte une grande diversité de facteurs socio-économiques, culturels et institutionnels pour comprendre les dynamiques de participation des femmes à la vie économique.

3. Faits stylisés

3.1. L'échantillon

Notre échantillon de 85 pays en développement (Tableau 1) est observé sur la période 1990-2018. Les données sont annuelles. Elles proviennent de différentes sources dont notamment la banque mondiale, mais aussi la base de données de Barro et Lee pour l'éducation et « Word religion data base » pour les variables de l'affiliation religieuses. Ces pays se répartissent sur l'ensemble des continents et des tranches de revenus.

Tableau 1 : Composition de l'échantillon par région

Région	Nombre de pays
Afrique sub-Saharienne	36
Asie de l'Est et Pacifique	8
Amérique Latine et Caraïbes	20
Asie du sud	5
Moyen orient et Afrique du nord	14
Europe et Asie centrale	2

Source : Auteurs

Tableau 2 : Composition de l'échantillon par Tranche de revenu

Tranche de revenu	Nombre de pays
Revenu faible	21
Revenu intermédiaire tranche inférieure	27
Revenu intermédiaire tranche supérieure	25
Revenu élevé	12

Source : Auteurs

Tableau 3 : Composition de l'échantillon par affiliation religieuse

Affiliations	Nombre de pays
Majorité musulmane	27
Majorité chrétienne	39
Majorité hindoue	3

- Source : Auteurs

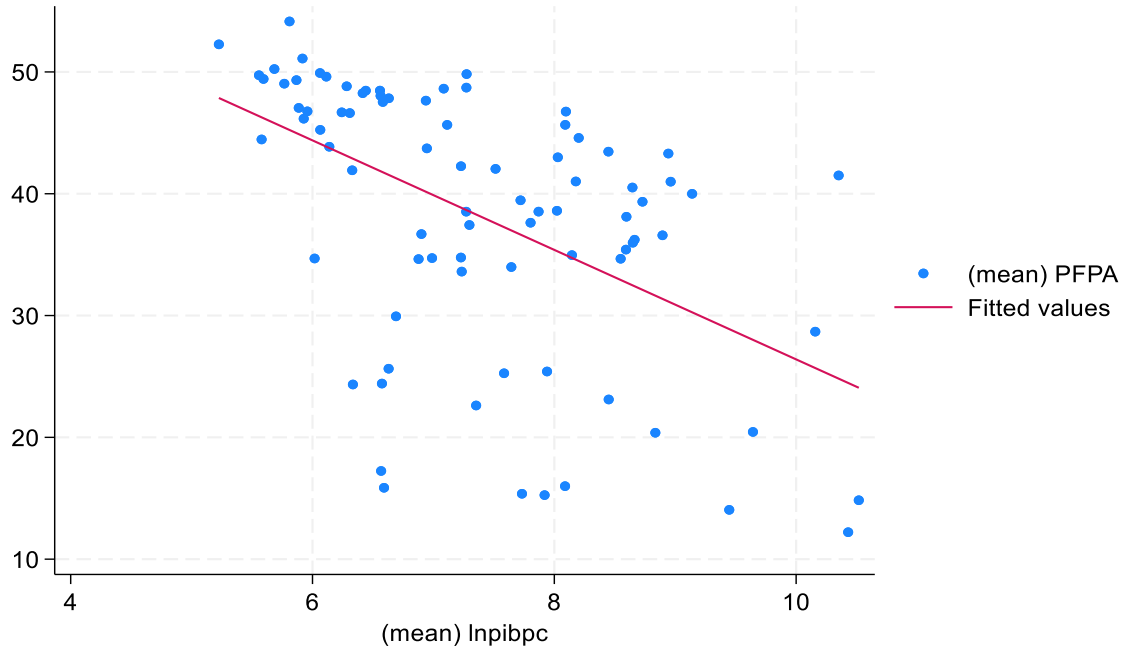
3.2. Le taux d'activité des femmes

En 1990, le taux d'activité des femmes dans l'ensemble des pays étudiés s'élevait à 36 %. Vingt-huit ans plus tard, en 2018, il n'atteignait que 38 %, marquant une progression très faible de seulement 2 points de pourcentage. Cette stagnation générale s'explique par une baisse de la participation féminine dans 21 pays, et par une augmentation timide (moins de 5 points) dans 44 autres. Seuls trois pays ont connu une hausse notable de plus de 10 points. L'analyse par niveau de revenu révèle qu'en 2018, la participation des femmes était la plus basse dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, avec un retard de 14 points par rapport aux pays à faible revenu et de 11 points par rapport aux pays à revenu intermédiaire supérieur. Sur la période 1990-2018, la catégorie des pays à revenu élevé est la seule à avoir enregistré une hausse, limitée elle aussi à 2 points de pourcentage, ce qui confirme l'inertie générale du phénomène. En effet, la figure (1) ci-dessus montre que le taux d'activité des femmes est corrélé négativement avec le logarithme népérien du PIB par habitant et à son carrée, le taux d'urbanisation, et le nombre moyen d'année d'études de la population de plus de 15 ans. En plus, cette figure indique également que le taux d'activité des femmes est corrélé positivement avec la fertilité et la part de l'emploi agricole.

La figure (2) analyse la relation complexe entre le niveau d'éducation des femmes et leur taux d'activité dans les pays en développement. Elle montre que cette relation n'est pas linéaire, suivant souvent une courbe en U : le taux d'activité peut initialement stagner ou même diminuer avec l'augmentation des années d'études, en raison de facteurs sociaux-économiques et d'un décalage avec le marché du travail, avant de remonter significativement lorsque les femmes atteignent un niveau d'éducation supérieur, leur permettant d'accéder à des emplois qualifiés.

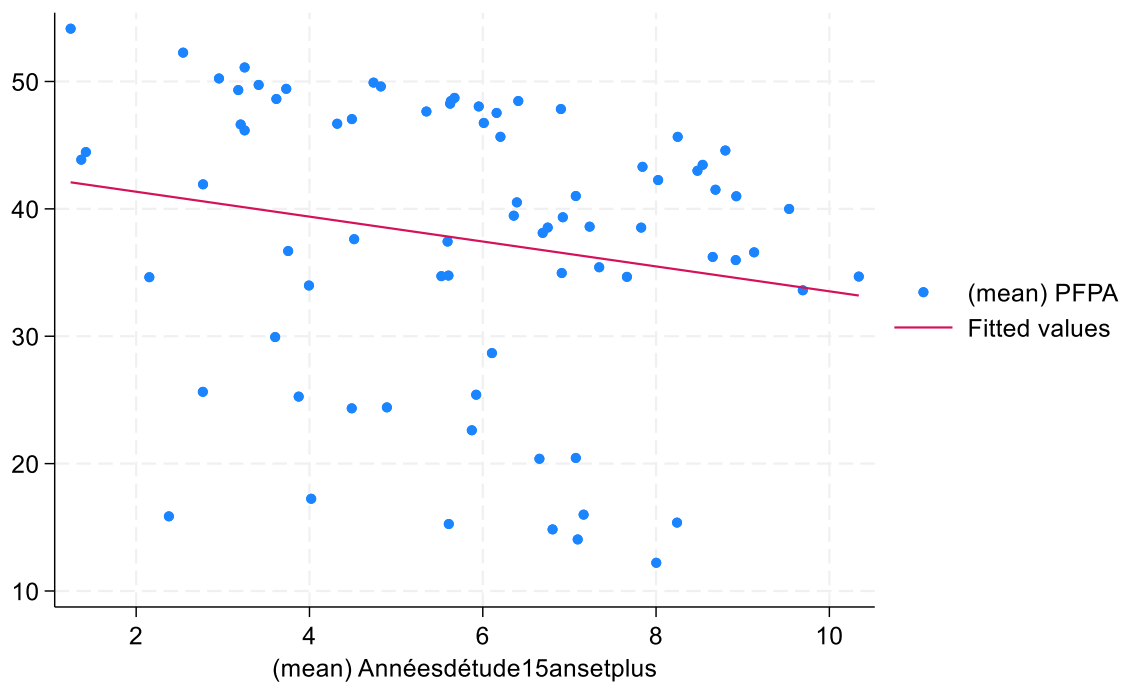
Cela souligne que l'éducation seule ne suffit pas et doit être accompagnée de politiques créant des emplois adaptés et un environnement favorable pour pleinement libérer le potentiel économique des femmes.

Figure 1 : Taux d'activité des femmes et PIB par habitant



Source : Nos estimations sur STATA

Figure 2 : Taux d'activité des femmes et éducation des femmes adultes



Source : Nos estimations sur STATA

Tableau 4 : Evolution du taux d'activité par tranches de revenus entre 1990 et 2018

Tranche de revenus	1990	2018	Variation en points de pourcentage
Revenu élevé	42%	44%	+2
Revenu intermédiaire tranche supérieure	42%	42%	0
Revenu intermédiaire tranche inférieure	31%	31%	0
Revenu faible	45%	45%	0

Source : Banque mondiale

Les écarts entre les régions sont également importants. La région MENA est en queue du classement avec une participation des femmes dans la population active limitée à seulement 20% en 2018 soit moins de la moitié du taux de l'Asie de l'Est et du Pacifique ou de celui de l'Afrique Subsaharienne. S'agissant de l'évolution du taux d'activité des femmes entre les deux dates, on note que les pays de l'Amérique Latine et Caraïbes réalisent une performance importante avec un gain de 5 points de pourcentage. Ils sont secondés par les pays de la région MENA qui réalisent une augmentation de 2 points de pourcentage.

Tableau 5 : Evolution du taux d'activité par région entre 1990 et 2018

Région	1990	2018	Variation en points de pourcentage
Afrique sub-Saharienne	45%	46%	+1
Asie de l'Est et Pacifique	44%	43%	-1
Amérique Latine et Caraïbes	36%	41%	+5
Asie du sud	24%	24%	0
Moyen orient et Afrique du nord	18%	20%	+2

Source : Banque mondiale

3.3. Le PIB par habitant

En 1990, le PIB par habitant moyen est de 2035 USD. En 2018, cette moyenne passe à 6940 USD ce qui correspond à peu près à un taux de croissance annuel moyen de 4,5% par an. Le PIB par habitant le plus bas enregistré en 1990 est celui du Vietnam ; il s'établit à 95 USD. La valeur la plus élevée revient aux Emirats Arabes unis avec 27779 USD. En ce qui concerne, l'année 2018, le PIB le plus bas est 275 USD (Burundi) alors que la valeur la plus élevée est de 69026 USD (Qatar).

3.4. L'ouverture et l'exportation d'hydrocarbures

En 1990, le taux d'ouverture moyen est de 67.95%. En 2018, cette moyenne passe à 78.89%. Au cours de la période, l'ouverture des économies a cru, en moyenne, de plus de 10 points de pourcentage. La valeur la plus faible au départ est de 11.09% et celle la plus élevée est de 344.33%. En 2018, ces deux extrêmes passent respectivement à 22.59% et à 326.19%.

S'agissant des exportations d'hydrocarbures. La moyenne arithmétique simple, en 1990 est de 19.23%. La part des hydrocarbures dans le total des exportations varie entre 0 et 96.47%. En 2018, la moyenne passe à 21% alors que les taux maximum et minimum deviennent respectivement de 90.90% et 0.90%.

3.5. L'emploi agricole

Bien que l'agriculture garde une place prépondérante dans la fourniture de l'emploi dans les pays de l'échantillon, elle est en perte de vitesse. C'est ainsi que la part de l'emploi agricole dans l'emploi total s'établit à une moyenne arithmétique de 34.98% en 2018 contre 43.08% en 1991. Du coup, la part de l'agriculture dans l'emploi baisse de 9 points de pourcentage au cours de la période. L'importance de l'agriculture dans la fourniture des emplois varie considérablement entre pays. Ainsi, la valeur la plus basse enregistrée en 2018 est 0.06% alors que la valeur la plus élevée monte jusqu'à 91.96%.

3.6. L'urbanisation

L'urbanisation est en marche au cours de la période. En effet, le taux d'urbanisation moyen augmente de 10 points de pourcentage pour se situer à 54.80% en 2018 contre 43.85% en 1990. Toutefois, les écarts entre pays demeurent importants. Ainsi, le taux d'urbanisation varie à l'intérieur d'un intervalle dont la borne inférieure est 5.42% et la borne supérieure est de 100% en 1991. Cette valeur minimale passe à 13.03% en 2018, soit un gain de 8 points de pourcentage.

3.7. Le nombre moyen d'année d'étude de la population âgée de plus 15 ans

En 1990, le nombre moyen d'année d'étude de la population âgée de plus de 15 ans était de 4,85 années. Le niveau d'instruction de la population adulte va d'un minimum de 0,89 à un maximum de 9,92 ans. Le niveau moyen d'instruction des femmes était inférieur à celui des hommes de 25%. Alors que le niveau moyen d'éducation de la population pendant la période gagne 2 années pour s'établir à 6,60 années soit une progression de 38%, l'écart de genre a diminué de 13 points de pourcentage pour se limiter à 12%.

3.8. Le taux de fécondité

En 1990, la moyenne arithmétique simple du taux de fécondité est de 4,96 enfants par femmes. A cette date, cette variable oscille entre un minimum de 1,83 et un maximum de 8,61 enfants par femme. En 2018, le taux de fécondité moyen est 3.28 enfants par femmes alors que les taux maximum et minimum baissent respectivement à 7.18 et 1,16 enfants par femmes.

3.9. L'indice les femmes, l'entreprise et le droit

En ce qui concerne l'indice WBL, les données ne sont disponibles pour cette variable qu'à partir de l'année 2009. Malgré cela, on constate qu'il a connu des variations significatives au cours de cette courte période. En effet, la moyenne arithmétique simple des pays de l'échantillon passe 62.42 en 2009 à 67.66 en 2018 gagnant de la sorte 5 points de pourcentage. En plus, les valeurs

extrêmes ont également enregistré une tendance haussière. C'est ainsi que le minimum est passé à 25.63 en 2018 contre 23.13 en 2009 alors que le maximum est devenu de 95 en 2018 contre 91.88 en 2009.

4. Méthodologie et résultats

4.1. Modèle économétrique

Nous avons opté pour la méthode des données de panel pour éviter les risques associés à l'usage des données transversales et notamment de la non prise en compte de l'hétérogénéité individuelle qui peut induire une exagération des coefficients des variables exogènes. C'est la raison pour laquelle nous retenons une régression within dont l'équation peut se présenter ainsi :

$$e_{it} = c + \beta_1 y_{it} + \beta_2 y_{it}^2 + \alpha X_{it} + \varepsilon_{it}$$

e_{it} : taux d'activité des femmes

y_{it} : PIB per capita mesuré par le logarithme népérien

X_{it} : des variables socio-économiques tels que ;

- Le taux d'ouverture de l'économie
- La part des hydrocarbures dans les exportations,
- La part de l'emploi agricole dans l'emploi total,
- Le taux d'urbanisation,
- Le taux de fertilité,
- Le nombre moyen d'années d'étude de la population âgée de 15 et plus,
- Les taux d'affiliation religieuse à l'Islam et au christianisme
- L'indice des inégalités de genre (WBL)

4.2. Les corrélations entre les variables de l'étude

Pour calculer les taux de corrélation linéaire entre les variables de l'étude, nous avons généré des séries en coupe transversale en calculant des valeurs moyennes pour chaque variable et chaque pays sur la période (Annexe 1). Les valeurs des coefficients de corrélation linéaire et leurs sont dans la plupart des cas opposés à nos attentes. Il en est ainsi des coefficients de corrélation avec le logarithme népérien du PIB par habitant et à son carré, de la part de l'emploi agricole, du taux d'urbanisation, et du nombre moyen d'année d'études de la population de plus de 15 ans. En effet, la figure présentée en annexe 1 montre que le taux d'activité des femmes est corrélé négativement avec le logarithme népérien du PIB par habitant et à son carré, le taux d'urbanisation, et le nombre moyen d'année d'études de la population de plus de 15 ans. En plus, cette figure indique également que le taux d'activité des femmes est corrélé positivement avec la fertilité et la part de l'emploi agricole. Ces corrélations doivent être considérées avec prudence. En effet, l'échantillon est composé de pays hétérogènes positionnés sur des stades différents du processus de transformations structurelles. Ce sont également des pays avec des structures économiques et des institutions politiques et sociales fortement différenciés. Le calcul des coefficients de corrélations linéaires est opéré pour un motif purement indicatif.

Tableau 6 : Présentation des résultats de l'estimation

Variable dépendante : le taux d'activité des femmes

	E1	E2	E3	E4	E5	E6	E7	E8
Ln PIBPH	1.2367***	-4.6998***	-3.6941***	-4.0209***	-4.1076***	-1.1001	-5.1715***	-6.0008***
(Ln PIBPH)²		0.4019***	0.3532***	0.2451**	0.3604**	0.1141	-0.3324***	0.4122***
Emploi agricole			- 0.0089	-0.0031	-0.0332**	-0.0059	0.0021	0.0083
Ouverture			0,0024	0 .0123	0 .0107***	-0.0104***	0.0135	-0.0069**
Exportation de carburants			-0.0141***	-0.0232**	-0.0086**	-0.0222***	-0.0237**	-0.0122***
Fertilité				-1.1139**			-1.1221***	-0.6400
Taux d'urbanisation				0.0845			0.0523	0.1298***
Années d'étude 15 ans et plus				0.4586*			0.4652*	
Part des musulmans dans la population					0.2168***		0.2258***	0.0706
Part des chrétiens dans la population					-0.0418**		-0.0438	0.21498***
Indice de la femme, de l'entreprise et du droit (WBL)						0.0325***		0.0093
Constante	29.0992***	50.2813***	45.2201***	49.5223***	42.8752***	39.6532***	48.9200***	62.3036***
R² Within	0.1406	0.22	0.2966	0.3350	0.2957	0.1643	0.3656	0.2409
R² Between	0.2650	0.2126	0.2213	0.1194	0.5247	0.0080	0.5786	0.4801
R² Overall	0.1978	0.1547	0,1072	0.0676	0.4884	0.0048	0.5403	0.4862

Notes : *, ** et *** représentent respectivement les seuils d'acceptation à 10%, 5% et 1%

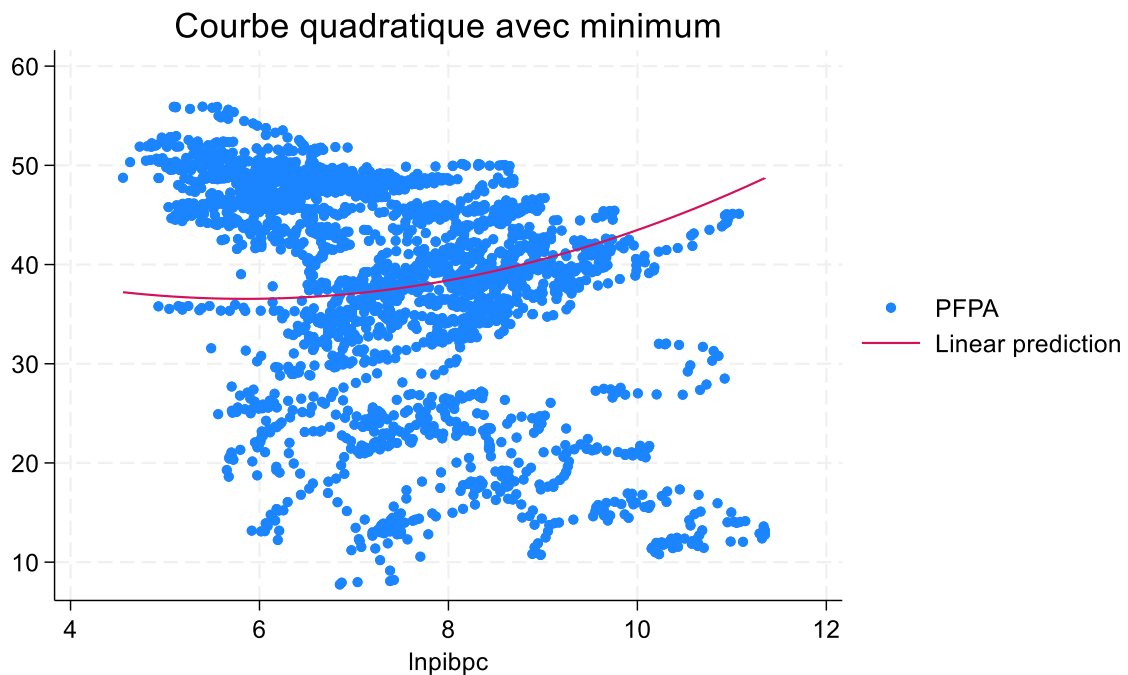
Source : Nos estimations sur Stata

La première colonne indique que, seul, le PIB par habitant permet d’expliquer 19.7% de la variabilité globale de la participation des femmes à la population active. En conséquence, bien qu’il soit statistiquement significatif, le pouvoir prédictif de ce premier modèle demeure limité. Le résultat de cette régression donne un coefficient positif du PIB par habitant. Ce qui veut dire que l’accroissement du PIB per capita s’accompagne par la hausse du taux d’activité des femmes. Le coefficient associé au logarithme népérien du PIB per capita est de 1.23 ; cela veut dire que tout accroissement de 1% de cet indicateur va de pair avec la hausse du taux d’activité des femmes de 1.23 point de pourcentage.

L’introduction du carré du PIB par habitant réduit le pouvoir prédictif du modèle de 4 points de pourcentage. C’est au niveau des signes des variables de ce modèle que s’opère le changement le plus important. En effet, le signe du logarithme népérien du PIB per capita devient négatif alors que celui du carré du logarithme népérien du PIB per capita se révèle positif. Ce résultat confirme que la relation entre logarithme népérien du PIB per capita et le taux d’activité des femmes à la forme d’un U dont le point de retournement correspond à un PIB par habitant de 343 USD. Ainsi, tant que le PIB par habitant est inférieur à 343 USD, le taux d’activité des femmes tend à baisser pour atteindre un minimum de 36.5%. Au-delà du seuil de 343 USD, les deux variables évoluent dans le même sens.

Ce résultat converge avec les enseignements de la revue de la littérature qui évoque une courbe en forme de U (voir la figure (4) ci-dessous). Cependant le point de retournement n’est pas situé à l’intérieur de l’intervalle [2000 USD-3000 USD].

Figure 4 : Taux d’activité des femmes et PIB par habitant en données de panel



Source : Nos estimations sur STATA

L'ajout de nouvelles variables économiques dans la spécification du modèle (colonne 3) réduit son pouvoir prédictif de 5 points de pourcentage (à 10,7%), mais confirme la relation significative et non linéaire du PIB par habitant avec le taux d'activité des femmes. L'analyse révèle une corrélation négative significative entre les exportations d'hydrocarbures et ce taux, suggérant qu'une dépendance accrue aux hydrocarbures a un effet défavorable. En revanche, le taux d'ouverture commerciale et la part de l'emploi agricole se sont avérés statistiquement non significatifs, indiquant que ces deux variables n'ont pas d'influence discernable sur le taux d'activité féminine. Dans la quatrième colonne, nous avons ajouté des variables démographiques ; ceci a eu pour conséquence d'améliorer la part de la variabilité intra-individuelle expliquée par le modèle mais au détriment de la variabilité interindividuelle. Ces variables seraient donc plus utiles pour rendre compte de l'évolution dans le temps de la participation des femmes à la population active pour un même pays que pour comprendre les facteurs à l'origine des différences entre pays. Les résultats de cette colonne montrent que la participation des femmes à la population active est corrélée positivement avec l'élévation du niveau d'instruction de la population, et à l'opposé, elle est négativement corrélée avec la fertilité.

Dans la cinquième colonne, nous avons substitué les variables d'affiliation religieuses aux variables démographiques. Ce changement a eu pour conséquence d'améliorer sensiblement la variabilité expliquée par le modèle. Selon, les coefficients de cette colonne, la hausse de la part des musulmans dans la population d'un pays donnée, se traduit par l'accroissement de la participation des femmes à la population active tandis que l'augmentation de la part des chrétiens produit l'effet inverse. Ce résultat montre que l'affiliation à l'Islam n'est pas en soi un obstacle à la participation des femmes à l'activité économique. Il est donc possible que la faiblesse du taux d'activité des femmes observée dans de nombreux pays musulmans soit associée à des considérations culturelles ou juridiques qui favorisent une interprétation masculine de l'Islam et non pas à l'affiliation religieuse elle-même. C'est pourquoi, il semble utile d'introduire des variables institutionnelles traduisant des attitudes négatives à l'égard du travail des femmes.

Dans cet article, nous avons opté pour L'indice « Women, Business and the Law » (WBL)². Dans la sixième colonne, nous avons remplacé toutes les variables démographiques par l'indice WBL. Même si le coefficient de l'indice WBL s'avère significatif, la valeur de ce coefficient est faible. En effet, le résultat de la régression montre que lorsque les restrictions juridiques au travail des femmes baissent de 10 points de pourcentage, le taux d'activité s'améliore de 0.3 points de pourcentage. Autrement dit, il faut que la valeur de l'indice augmente de 30 points de pourcentage pour que le taux d'activité des femmes s'améliore d'un seul point de pourcentage. En raison de la colinéarité entre l'indice de WBL et le nombre d'année d'études de la population adulte, nous avons estimé deux modèles étendus incluant chacun l'une de ces deux variables.

² Il s'agit d'un indice élaboré par la Banque Mondiale en vue de mesurer l'évolution des lois et réglementations ayant un impact sur les opportunités économiques des femmes dans 190 pays.

Dans la septième colonne, nous avons retenus l'ensemble des variables économiques et démographiques. La variabilité totale expliquée par ce modèle est de 54%. Dans le détail, les coefficients associés au PIB per capita et à son carré sont toujours significatifs et de même signe que dans les autres versions. Pour les autres variables économiques, le coefficient de l'exportations des hydrocarbures se révèle négatif et significatif. En ce qui concerne les variables démographiques, les coefficients significatifs se rapportent à la fertilité et à l'instruction de la population adulte. En ce qui concerne le dernier modèle, son coefficient de détermination est également élevé, à savoir, il est de 48%. Ses résultats présentent plus de similitudes que de divergences avec le modèle de la colonne septième. Ainsi, les variables économiques ayant des coefficients significatifs sont le PIB per capita et son carré, l'ouverture et les exportations d'hydrocarbures. Toutefois, le signe du coefficient de l'ouverture s'évère négatif cette fois-ci. S'agissant des variables démographiques, ce sont les coefficients du taux d'urbanisation et de la part des chrétiens dans la population qui se révèlent significatifs. Ainsi, ce modèle montre que l'urbanisation est associée à une plus grande participation des femmes à l'activité économique ; il indique également que cette participation augmente lorsque la part des habitats de confession chrétienne dans la population augmente.

5. Discussion des résultats

Cette étude visant à identifier les facteurs explicatifs du taux d'activité féminine a testé huit spécifications d'un modèle de régression en coupe transversale. Les résultats confirment le rôle central et systématiquement positif du PIB par habitant (méthode Atlas) et valident l'hypothèse d'une relation en forme de U inversé avec ce taux. Cependant, le point de retournement de cette courbe diffère notablement de la littérature existante, une divergence potentiellement attribuable aux choix méthodologiques, notamment l'utilisation d'un panel statique et d'un PIB calculé selon l'approche Atlas plutôt qu'en parité de pouvoir d'achat. Ce travail se distingue par la prise en compte de la part des hydrocarbures dans les exportations. Un tel choix nous semble pertinent dans la mesure où le coefficient de cette variable se montre résistant aux changements des variables de contrôle. Le signe statistiquement significatif et négatif de cette variable montre clairement que lorsque la part des hydrocarbures dans les exportations d'un pays donné augmente, le taux d'activité de ses femmes a tendance à diminuer. A notre avis, ce résultat ne s'explique pas seulement par la nature des emplois directs générés par l'industrie des hydrocarbures mais également par son effet sur le pouvoir d'achat des ménages.

En effet, les ressources générées par la manne des hydrocarbures conduisent souvent à la distribution de subsides directs et au subventionnement des produits de consommation, ce qui rend le travail des femmes mariées non nécessaire. Cette analyse est conforme avec la thèse de Goldin (2006) selon laquelle c'est le besoin de ressources financières supplémentaires qui poussent les femmes à travailler lors de la première phase dite d'évolution avant que le travail ne soit perçu comme vecteur d'émancipation. Un autre résultat important est mis en lumière par cet article ; il s'agit de la corrélation positive entre le nombre moyen d'années d'étude de la population adulte et le taux d'activité des femmes. En effet, le coefficient associé à cette

variable est également significatif dans toutes les régressions. Cela montre que lorsque la population adulte est plus instruite, elle devient plus disposée à accepter le travail des femmes.

S'agissant de la part de l'emploi agricole et du taux d'urbanisation, les résultats des régressions indiquent que le taux d'activité des femmes a tendance à augmenter lorsque le pays est davantage urbanisé et qu'en conséquence l'emploi rural y pèse moins dans l'emploi total. Il convient de noter que les coefficients associés à ces deux variables ne sont pas significatifs dans toutes les régressions opérées. En effet, la significativité de ces variables dépend des autres variables comprises dans la régression. C'est pourquoi, il est important d'en interpréter les résultats avec prudence. Les résultats des modèles étendus montrent que les pays caractérisés par des taux d'activité des femmes particulièrement bas ne peuvent pas compter sur la simple croissance du PIB par habitant et par les changements démographiques et sociaux qui lui sont associés. Ce choix risque d'allonger pour longtemps la durée nécessaire pour mettre un terme à cette forme d'inégalité à l'égard des femmes. En effet, l'éducation se révèle être un levier puissant de l'accélération de ce changement. Investir dans l'éducation des jeunes générations et surtout dans la prolongation de la durée moyenne de scolarisation est indispensable pour accélérer le mouvement. Par ailleurs, les réformes du cadre juridique axée sur la suppression des obstacles au travail des femmes est également une voie de nature à presser les changements de mentalités et de promouvoir une meilleure participation des femmes à l'activité économique.

6. Conclusion

Partant du constat de la faiblesse remarquable de l'activité des femmes dans la région MENA, y compris au Maroc, ce travail était destiné à mettre en évidence les facteurs à l'origine de ce phénomène. Les régressions réalisées ont fourni des résultats qui s'inscrivent dans les enseignements de la revue de la littérature et d'autres qui sont plutôt originaux. En effet, même si ce papier confirme l'existence d'une relation en forme de U entre le taux d'activité des femmes et le PIB par habitant, il montre également que la corrélation entre les deux variables demeure modeste et son pouvoir de prédiction s'avère limité. Il en va de même pour les transformations des structures économiques et sociales liées à la croissance à l'instar de l'urbanisation et du recul de la part de l'agriculture dans l'emploi. En effet, bien que ces dernières soient positivement corrélées avec la participation des femmes à l'activité économiques, la signification statistiques des coefficients des dits variables et leurs valeurs indiquent un faible effet marginal sur la participation des femmes à l'activité.

Ce travail nous a permis d'arriver à un résultat original, à savoir l'impact négatif et significatif de l'économie de rente sur l'activité des femmes. Nous avons utilisé la part des hydrocarbures dans les exportations comme proxy pour capter cette économie de rente. En effet, de nombreux travaux indiquent que les femmes s'engagent dans la vie active pour faire face à l'insuffisance des revenus de leurs conjoints à couvrir les besoins de leurs ménages. Or, la distribution des aides publiques et les subventions de tout genre financées par la rente pétrolière allège la contrainte financière pour les ménages et les dispense de la nécessité d'avoir deux contributeurs aux budgets. Ce papier montre que le prolongement de la durée de scolarisation de la population

adulte et l'avancement des réformes juridiques favorables au travail des femmes sont positivement associés au taux d'activité des femmes.

Les résultats mis en évidence par cet article confirment le rôle pionnier des politiques publiques dans le processus d'autonomisation économique des femmes. En effet, l'éducation et la réforme de la législation sont des leviers d'action à mettre à profit pour augmenter leur taux d'activité. Les résultats de ce document sont à prendre avec précautions en raison des choix de modélisation retenus. En effet, nous avons opté pour un panel statique et une modélisation à effet fixe. Ce choix a ses limites. Ainsi, les résultats de toutes les versions indiquent que plus de 90% de la variance totale est due aux effets fixes. Ce qui implique que les caractéristiques non observées dominent la variance. En plus, le test d'autocorrélation des erreurs confirme la présence de forte corrélation entre les résidus et leurs retards. Or, la présence d'autocorrélation des erreurs est de nature à biaiser les estimations. Le recours à un panel dynamique peut être utile pour traiter ce biais. La dernière remarque rapporte à la prise en compte de données culturelles. En effet, nous pensons que ce sujet peut gagner davantage en fiabilité en intégrant ce genre de variables culturelles à l'instar des indices de valeurs élaborés par le « World Values Survey ».

Références

- Antecol, H. (2000). An examination of cross-country differences in the gender gap in labor force participation rates. *Labour Economics*, 7(4), 409–426. [https://doi.org/10.1016/S0927-5371\(00\)00007-5](https://doi.org/10.1016/S0927-5371(00)00007-5)
- Antecol, H. (2003). *Why is there cross-country variation in female labor force participation rates? The role of male attitudes toward family and sex roles* (Working Paper No. 2003-03). Claremont Colleges Working Papers. <https://www.econstor.eu/handle/10419/23378>
- Berniell, M. I., & Sanchez, P. C. (2011). *Overview of time use data used for analysis of gender differences in time use patterns*. Background Paper for the *World Development Report*. <https://www.scirp.org/reference/referencespapers?referenceid=2645185>
- Bery, S. K. (2011). *India policy forum. Volume 7, 2010/11*. SAGE Publications.
- Boserup, E. (1970). *Woman's role in economic development*. Routledge. <https://www.routledge.com/Womans-Role-in-Economic-Development/Boserup-Tan-Toulmin/p/book/9781844073924>
- Brnuns, H., Steinmann, S., Kieffer, A., & Marry, C. (1999). Does education matter? France and Germany in comparative perspective. *European Sociological Review*, 15(1), 61–88. <https://doi.org/10.1093/oxfordjournals.esr.a018255>

- Chafetz, J. S. (1988). The gender division of labor and the reproduction of female disadvantage: Toward an integrated theory. *Journal of Family Issues*, 9(1), 108–131. <https://doi.org/10.1177/019251388009001006>
- Currie-Alder, B., Kanbur, R., Malone, D. M., & Medhora, R. (2014). *International development: Ideas, experience, and prospects*. Oxford University Press.
- Dinkelman, T. (2011). The effects of rural electrification on employment: New evidence from South Africa. *American Economic Review*, 101(7), 3078–3108. <https://doi.org/10.1257/aer.101.7.3078>
- Doepke, M., & Tertilt, M. (2009). Women's liberation: What's in it for men? *The Quarterly Journal of Economics*, 124(4), 1541–1591. <https://doi.org/10.1162/qjec.2009.124.4.1541>
- Dollar, D., & Gatti, R. (1999). *Gender inequality, income, and growth: Are good times good for women?* The World Bank. <https://www.researchgate.net/profile/Roberta-Gatti/publication>
- Duflo, E. (2012). Women empowerment and economic development. *Journal of Economic Literature*, 50(4), 1051–1079. <https://doi.org/10.1257/jel.50.4.1051>
- Fernández, R. (2013). Cultural change as learning: The evolution of female labor force participation over a century. *American Economic Review*, 103(1), 472–500. <https://doi.org/10.1257/aer.103.1.472>
- Field, E., Jayachandran, S., & Pande, R. (2010). Do traditional institutions constrain female entrepreneurship? A field experiment on business training in India. *Working Paper Series*, 36(6).
- Forsythe, N., Korzeniewicz, R. P., & Durrant, V. (2000). Gender inequalities and economic growth: A longitudinal evaluation. *Economic Development and Cultural Change*, 48(3), 573–617. <https://doi.org/10.1086/452611>
- Gaddis, I., & Klasen, S. (2014). Economic development, structural change, and women's labor force participation. *Journal of Population Economics*, 27(3), 639–681. <https://doi.org/10.1007/s00148-013-0488-2>
- Goldin, C. (2006). The quiet revolution that transformed women's employment, education, and family. *American Economic Review*, 96(2), 1–21. <https://doi.org/10.1257/000282806777212350>
- Greenwood, J., Seshadri, A., & Yorukoglu, M. (2005). *Engines of liberation*. <https://scholar.google.com/scholar>

Iversen, T., & Rosenbluth, F. (2005). *Gender socialization: How bargaining power shapes social norms and political attitudes* (p. 54) [Working Paper]. Department of Government, Harvard University & Department of Political Science, Yale University. https://projects.iq.harvard.edu/files/wcfia/files/iversen_gendersocialization.pdf

Killingsworth, M. R., & Heckman, J. J. (1986). Female labor supply: A survey. In O. Ashenfelter & R. Layard (Eds.), *Handbook of Labor Economics* (Vol. 1, pp. 103–204). Elsevier. [https://doi.org/10.1016/S1573-4463\(86\)01005-2](https://doi.org/10.1016/S1573-4463(86)01005-2)

Mammen, K., & Paxson, C. (2000). Women's work and economic development. *Journal of Economic Perspectives*, 14(4), 141–164. <https://doi.org/10.1257/jep.14.4.141>

Munshi, K., & Rosenzweig, M. (2009). *Why is mobility in India so low? Social insurance, inequality, and growth* (Working Paper No. 14850). National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w14850>

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). (n.d.). <https://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2013/index.shtml>

Pampel, F. C., & Tanaka, K. (1986). Economic development and female labor force participation: A reconsideration. *Social Forces*, 64(3), 599–619. <https://doi.org/10.2307/2578815>

Psacharopoulos, G., & Tzannatos, Z. (1992). *Latin American women's earnings and participation in the labor force*. World Bank Publications.

Smith, J. P., & Ward, M. P. (1985). Time-series growth in the female labor force. *Journal of Labor Economics*, 3(1, Part 2), S59–S90. <https://doi.org/10.1086/298076>

Tam, H. (2011). U-shaped female labor participation with economic development: Some panel data evidence. *Economics Letters*, 110(2), 140–142. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2010.11.003>

Tinker, I. (1976). *The adverse impact of development on women*. In *Women and world development*.

Tsani, S., Paroussos, L., Fragiadakis, C., Charalambidis, I., & Capros, P. (2013). Female labour force participation and economic growth in the South Mediterranean countries. *Economics Letters*, 120(2), 323–328. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2013.04.043>

Verme, P. (2015). Economic development and female labor participation in the Middle East and North Africa: A test of the U-shape hypothesis. *IZA Journal of Labor & Development*, 4(1), 3. <https://doi.org/10.1186/s40175-014-0025-z>

